

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La longue lutte pour une réelle indépendance Malgache

- International -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juillet 2009

Démocratie & Socialisme

La destitution de Marc Ravalomanana par les militaires a régénéré la lutte du peuple malgache pour son indépendance.

Le coup d'état militaire chagrine les instances internationales et les bailleurs de fonds. La France qui a accompagné ce coup de force en défense de ses intérêts économiques s'est rapidement défaussée se rangeant hypocritement derrière le formatage démocratique de l'Union Africaine présidée par le Libyen Kadhafi et l'ONU, défenseurs en réalité des intérêts du capital international.

La lutte sans concession de la bourgeoisie Merina et des forces vives a débouché sur la destitution de l'ex-président. Face aux rapports de force créés par la rue, la situation s'est normalisée juridiquement à travers une ordonnance, signée par Marc Ravalomanana lui-même, qui conférait le pouvoir à un directoire militaire. Ce processus a été validé par la Haute cour constitutionnelle et s'est traduit par la mise en place d'une haute autorité de transition présidée par l'ancien maire d'Antananarivo Andry Rajoelina, tout en se dotant d'un premier ministre Monja Roindefo Zafitsimivalo. Cet organe de transition s'est engagé à organiser des élections anticipées, mais à l'instar du coup d'état gaulliste de 1958, elle veut amender la constitution pour ouvrir la voie à une 4e République et ensuite organiser des élections législatives sur l'ensemble de l'île rouge. L'élection présidentielle au suffrage universel ne viendrait alors que dans un deuxième temps.

Ce processus n'est pas validé par les instances internationales imposant en rétorsion un blocus financier et économique au peuple Malgache au nom de la démocratie institutionnelle. Pour desserrer l'étreinte, la Haute autorité vient de signer avec des opérateurs de l'Arabie Saoudite des accords commerciaux, et s'est dite prête à s'engager sur une charte avec les forces politiques du pays pour légitimer un processus démocratique et institutionnel.

Ainsi, le 23 mai 2009 s'ouvrait une réunion de concertation à l'Hôtel Carlton d'Antananarivo initiée par l'Union Africaine, la Sade (communauté de développement de l'Afrique australe), l'OIF (organisation internationale de la francophonie), l'ONU. Ces quatre entités dénommées Groupe international de Contact (GIC) s'est réuni avec les quatre principales mouvances politiques du pays : mouvance Rajoelina, Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana pour élaborer une charte de la transition, pour organiser des élections justes et équitables. Face aux demandes du GIC et l'intransigeance des mouvances Ratsiraka (amnistie) et Ravalomanana la réunion ne déboucha sur aucun accord. Pourtant l'Élysée avec son secrétaire Claude Guéant, avait préparé cette réunion le 19 mai avec l'émissaire de la Haute Autorité de Transition, Patrick Leloup, métisse malgache, gérant de la société Concept Global Madagascar Transit, assisté de l'avocat Robert Bourgi, spécialiste français pour les affaires malgaches.

La Haute Autorité de Transition a certes rejeté le processus proposé par le GIC, mais n'a pas fermé la porte au processus, pensant que le temps joue en sa faveur au regard de l'essoufflement des mobilisations journalières qu'organisent les amis de l'ex-président qui viennent renforcer les salariés de ses sociétés : Magro, Tiko, Alma. Ces manifestations sont sous surveillance de l'Armée et en retour, Andry Rajoelina se refuse à mobiliser les forces vives. A cela, s'ajoute que l'ex-président réfugié en Afrique du Sud s'est discrédité un peu plus avec les dernières révélations faites autour de la restauration du Palais de la Reine. En effet, l'ex-président se prenant pour un monarque présidentiel n'a pas trouvé mieux que de profaner le tombeau des rois en faisant transférer sans informer les familles et descendants, les ossements royaux au Palais d'Ambohimanga, situé à 30 kms de la capitale. La royauté symbolise aux yeux des citoyens la nation malgache, et ce transfert a violé sciemment le famadihana (retournement des morts), rite important pour les malgaches, ce dernier constituant un trait d'union entre la vie terrestre et l'univers.

Dans ce concert, la bourgeoisie Merina cherche un compromis social entre sa volonté d'indépendance, et les desideratas des organismes internationaux à la botte des bailleurs de fonds. Dans cette voie, la bourgeoisie Merina n'arrivera pas à obtenir son indépendance, et au mieux réorganisera ses liens privilégiés avec la France. La

La longue lutte pour une réelle indépendance Malgache

révolution sociale et économique dans un pays dominés par les intérêts néocoloniaux n'est possible qu'avec la mobilisation des salariés et des paysans ouvrant la voie à un Gouvernement défendant leurs intérêts. Aussi la construction d'une vraie organisation de gauche est à l'ordre du jour d'autant plus que les couches dites moyennes s'appauvrissent un peu plus chaque jour. C'est à travers ces médiations que le peuple malgache pourra accéder à son indépendance tant désirée depuis l'insurrection de 1947.

Bernard Grangeon